

PROCES-VERBAL DE LA RENCONTRE DEBAT ORGANISEE PAR UPHB EN PARTENARIAT AVEC L'OFFICE DU HAUT-COMMISSAIRE DES NATIONS UNIES AUX DROITS DE L'HOMME ET L'AMBASSADE DE FRANCE AU BURUNDI.

Mardi en date du 6 Décembre 2016 à partir de 14h, l'Union des Personnes Handicapées du Burundi, en partenariat avec l'Office du Haut-commissaire des Nations Unies aux droits de l'Homme et l'Ambassade de France au Burundi a organisé, dans le cadre de la Journée Internationale des Personnes Handicapées, une rencontre-Débat sous le thème national « Atteindre les Objectifs de Développement Durable en incluant les Personnes Handicapées : une priorité pour le Burundi ». Cette rencontre-Débat s'est déroulée dans la salle de conférence de l'Institut Français du Burundi, sis au Boulevard du Chaussée Prince-Louis Rwagasore.

Etaient présentes dans cette conférence-Débat les personnalités issues de différentes institutions. Des institutions de l'Etat du Burundi : Du côté du gouvernement, trois ministères de la République du Burundi étaient représentés : Monsieur Anicet BIGIRIMANA du ministère de la santé publique et de la lutte contre le SIDA, Monsieur le Secrétaire-General chargé du programme national de protection sociale du Ministère des Droits de la personne humaine, des affaires sociales et du Genre, Madame la Directrice de la Planification nationale du Ministère des Finances, du budget et de la privatisation. Quant à l'Assemblée Nationale du Burundi, il y avait Mr HAKIZIMANA Léopold, membre de la commission permanente de l'Assemblée Nationale du Burundi, chargée des questions de la Justice et des Droits de l'Homme. Des organisations de défense et protection des Droits de la personne humaine dont la majorité était composée des organisations des personnes handicapées membres de l'Union des Personnes Handicapées(UPHB), la plus vieille organisation dans la promotion des Droits des Personnes Handicapées au Burundi depuis 1989. Aux ressortissants des appareils de l'Etat du Burundi et des organisations de la société civile, s'ajoutaient les représentants des missions diplomatiques Accréditées au Burundi, les représentants des organisations du système onusien œuvrant au Burundi et des journalistes de différents medias et organismes de presse.

Après installation des invités et le mot de bienvenue présenté par madame Nadine Wilson, la conférencière chargée de la présidence de cette table-ronde en collaboration avec Monsieur Vianney KIRAJAGARAYE, Directeur du Centre d'encadrement socioprofessionnel des Personnes Handicapées de l'UPHB. Ce dernier intervenait chaque fois que de besoin et donnait les briefings en kirundi pour la bonne compréhension des discussions de chaque session écoulée de cette rencontre ; et ceci pour l'intention des membres de l'audience qui ne comprenaient pas le français, qui était la langue d'animation et d'Echanges dans cette conférence.

Dans la suite de son mot d'introduction, madame Nadine a présenté des statistiques démographiques des personnes handicapées : la Planète Terre est peuplée de 7milliards de personnes ; et 1/7 de cette population est composée de personnes handicapées ; soit un milliards d'individus est en situation de handicap et les 100millions d'individus de cette population est constituée des enfants handicapés .Elle a précisé également que 80% de cette population handicapée se trouve dans les pays en voie de développement et les 50% vivent dans l'extrême pauvreté ;de ce fait, elles ne peuvent même pas jouir de leurs droits fondamentaux comme se faire soigner. Ainsi, pour que le monde réussisse les Objectifs de Développement Durables, il ne doit pas négliger cette grosse population dans les programmes de développement durable ; et ceci justifiait le choix du thème« Atteindre les Objectifs de Développement Durable en incluant les Personnes Handicapées : une priorité pour le Burundi » de cette table ronde et de la journée internationale des personnes handicapées du 3/12 pour le Burundi en vue d'insister sur la prise en compte de l'aspect handicap dans toutes les initiatives de développement. Elle rappela que cette table ronde du 3/12 de chaque année arrive au moment le monde entier se prépare à célébrer 10/12 de chaque année qui est la Journée Internationale des Droits de l'Homme. Après qu'elle ait présenté le programme du jour, elle nous invita à suivre une projection du film et une

pièce théâtrale en attendant la session réservée pour la conférence proprement dite. C'est à 14h 46 minutes que le film a été projeté ; il est intitulé « L'Inclusion des Personnes handicapées au Benin ». Dans ce documentaire réalisé par Handicap International au Benin, il est question de deux moyens utilisés par Handicap International (HI) pour appuyer l'inclusion des Personnes Handicapées dans ce pays. Renforcement des capacités des associations : Dans ce volet, HI donne des formations dans le montage des projets ; et il accompagne les associations dans le cadre « appui-conseil » Participation dans le processus décisionnel : Dans ce 2e volet, les principes de base pour faire inclure les personnes handicapées dans le processus décisionnel sont : concertation-participation-accessibilité. HI estime que les institutions publiques doivent toujours tenir compte de l'aspect handicap dans toutes les décisions d'ordre public ; et ceci doit partir de la concertation des personnes handicapées sur ces aspects les concernant et les impliquer dans la mise en œuvre des décisions faites avec elles.

A la fin de la projection du film, il y a eu une courte session d'échanges et de commentaires sur le film ; et après, la pièce de théâtre a été introduite. La pièce de théâtre a été présentée en Kirundi par l'association des femmes handicapées membre de l'UPHB. Monsieur Vianney KIRAJAGARAYE a expliqué brièvement les objectifs et le message traduits dans ce théâtre en français. La pièce mettait en scène une jeune fille handicapée diplômée qui cherche de l'emploi pendant 5ans mais en vain ; et décide de rejoindre une association des personnes handicapées déjà prospères tout en espérant qu'elle sera accueillie du moins dans ses paires ; là aussi, elle enregistra un échec et sera rejetée car, les entreprises, et les associations, et les services publics, et d'autres employeurs la soumettent aux préjugés et la considèrent incapables et moins estimée pour avoir de l'emploi. La scène finira au moment où elle trouve de l'emploi grâce aux efforts conjugués de plaider et elle démontre de hautes performances professionnelles malgré sa situation de handicap.

Par après, il y a eu une petite session d'échanges et commentaires sur le théâtre avant d'entrer dans la session de conférence proprement dite. Et 4 panelistes se sont présentés au podium ; il y avait : 1° Monsieur Thierry DIEULEVEUT ; Conseiller de coopération et d'action culturelle et Directeur de l'Institut Français du Burundi. Il développa un exposé intitulé « La question du handicap en Afrique : quelles approches ? quelles analyses ? quelles réponses ? »

Dans son intervention, il débute ses analyses avec un proverbe peul « Quand on danse avec un aveugle, il faut lui marcher sur les pieds pour qu'il sache qu'il ne danse pas seul » Par ce proverbe, il voulait dire au public que, quand il y a de la volonté d'action, c'est avec les petites choses que les autres sachent que tu es là pour eux et leur présence compte pour toi. Après ce proverbe, il relata une anecdote à travers laquelle une foule de gens attendent devant une porte de latrines tandis qu'une autre porte dite réservée pour les Personnes handicapées est libre et inoccupée. Dans ces circonstances, une personne handicapée survient et invite les files d'attente à se servir aussi de la toilette dite pour les Personnes handicapées.

Par cette anecdote, il a souligné que partout dans le monde, il y a toujours la mauvaise compréhension des Droits des Personnes handicapées. Sinon, le principe d'accessibilité souvent énoncé ne dit pas qu'il y a des choses faites uniquement pour les personnes handicapées. Mais le principe dit qu'il faut faire des choses susceptibles d'être utilisées aussi par les Personnes handicapées que les personnes bien portantes. Dans les détails de son exposé de 15 minutes, il exhorta tout le monde alors présent à contribuer pour la lutte contre le handicap car, considérant les liens réciproques entre la pauvreté et le handicap, la personne handicapée se trouve dans plupart des cas dans le cercle vicieux de pauvreté. Etant pauvre, la personne handicapée ne peut bénéficier d'une alimentation équilibrée ni bénéficier des services de santé, sa situation d'handicap s'aggrave ; elle est davantage taxée d'invalidité et se retrouve discriminée dans les divers aspects de la vie.

Ainsi, il souligna 4 principes de base à savoir « 1 » la non-discrimination, « 2 » ouverture sur les besoins

des PH, «3 »Dialogue et concertation et « 4 »la prévention des causes d'handicap étant les principes à mettre en application pour que les personnes handicapées puissent sortir de ce cercle et bénéficier de la réalisation des Objectifs du Développement Durable .

2°Siméon BARUMWETE ; il est le Chargé des relations publiques de l'UPHB. Son exposé était intitulé « Le vécu des personnes handicapées au Burundi : Défis et perspectives » Dans le développement de son exposé, il a relevé 3defis majeurs : Bien que la personne handicapée ait été toujours considérée par les instruments internationaux comme un citoyen à part entière, La personne handicapée est toujours coiffée de l'image sociale négative. Manque d'universalisation des Droits de l'Homme Absence de représentativité des Personnes handicapées Malgré ces defis, il cite quelques initiatives déjà entreprises en faveur des Personnes handicapées : Célébration de la Journée Internationale des Personnes Handicapées Ratification de la CNUDPH Mise en place des textes d'application Etat appuie les OSC Sensibilisation des PH et manifestent leur sensibilité en exprimant haut et fort leur plaidoyer ; d'où la naissance de la FAPHB après UPHB Etat s'approprie le projet de l'HI de l'Education inclusive. Dans la conclusion, il fait des recommandations à l'égard de l'Etat : -comme la CNUDPH est déjà ratifiée, la mise en place des textes d'application s'avère être un besoin urgent et instauration de la politiques du handicap qui est bien définie. -Reconnaître les Personnes handicapées comme des personnes aux besoins spécifiques

3°Madame Sophie DECHAUX ; Directrice de Handicap International-Burundi. Son exposé était intitulé « la protection et la promotion des Personnes Handicapées du Burundi » Dans son exposé, elle dit que HI vient de passer 16ans au Burundi et que cette ONG a déjà réalisé beaucoup de chose dans la promotion des personnes handicapées et axa son intervention sur ses activités dans la lutte des violences basées sur le genre des personnes handicapées. Ainsi, elle présenta brièvement le projet UBUNTU CARE qui est en projet régional que fait HI en partenariat avec les OPH, ecole, églises, ,,,et pour aider beaucoup de victimes, HI a ouvert des bureaux à Gitege,Muyinga et Makamba.

4°Madame Marcelline MBESHIMINWE, Directrice de l'Ecole Fondamentale de Kanyosha III ; Son exposé était intitulé « L'insertion des enfants handicapés à l'école de Kanyosha III, Cas pratique » Dans exposé, elle remonte l'historique des pratiques pédagogiques initiées pour que l'école soit favorable pour les enfants handicapées. Avec le projet éducation pour tous et le projet éducation inclusive de l'Handicap en partenariat avec UPHB, l'ecole s'est lancée dans la recherche des enfants handicapées dans les ménages et faisait des réunions avec les parents des enfants handicapés pour la sensibilisation de l'importance de leur éducation et les sensibilisations des élèves de l'école .ces efforts ont eu pour impact la hausse de la fréquentation de l'école par un plus grand effectif des enfants handicapés. Apres les interventions de ces 4 panelistes ci haut présentés, Il y a eu une session un débat et échanges avec la salle. Le 1e intervenant de cette session est M. Anicet BIRIGIRIMANA, un cadre du Ministère de la santé publique et lutte contre le SIDA. Il signala que l'Etat a pris d'autres engagements pour appuyer les Personnes Handicapées(PH) comme la mise en place d'un centre kinesitherapique a l'Hôpital Roi Khaled et il compte créer dix autres dans tous les coins du pays et posa une question à madame Marcelline de savoir pourquoi elle préfère garder les

enfants handicapés avec les autres bien portants alors que une telle démarche épuise l'enseignant et propose qu'il y ait des classes pour les personnes handicapées car il estime l'inclusion éducative n a pas de sens si elle ruine la performance des élèves handicapés et celle des autres . M. Fulgence NDAYIRAGIJE, membre de l'UPHB, a voulu savoir s'il n'y avait pas eu des lamentations du coté des enseignants vis-à-vis de cet effort supplémentaire et les perspectives de l'école face à l'augmentation des effectifs des enfants handicapés à l'école et a proposé que l'école puisse employer des enseignants qualifiés ou ayant bénéficié des formations dans la prise en charge des enfants handicapés. Il a en outre proposé aux responsables des OPH et leurs partenaires de profiter du projet de la mairie de construction des parkings publics et d'y insérer des parkings réservés aux ph dans la mairie de Bujumbura. Daniel NTIRANYIBAGIRA, Président de l'association pour la réinsertion sociale des aveugles du Burundi et directeur de l'école espoir de l'avenir. Il a proposé à madame Marceline d'enseigner l'écriture Braille aux enfants aveugles et il a adressé sa 2e question à monsieur Thierry en lui demandant comment les aveugles eux aussi participer aux élections dans le secret absolu de leurs choix. HAKIZIMANA Léopold, député et membre de la commission permanente de l'Assemblée Nationale Justice et Droits de l'Homme. Il a proposé aux conférenciers de toujours inviter la commission dont il est membre chaque fois il s'organise des débats en rapports avec les droits de l'homme et la justice ; puis il donna l'état de lieu sur les activités de l'assemblée sur la loi inclusive, avantages et exclusions positives, harmonisations de la loi burundaise avec les lois de la sous région comme pour le cas des postes de coptage.

HAVYARIMANA Alexis ; président de la FAPHB, celui a donné des analyses des discussions déjà faites et en formula des synthèses. Secrétaire General du programme de protection sociale (ministère des Droits de la personne humaine, des affaires sociales et du genre) a reconnu regrettamment qu'ils ont tendance de mettre les PH dans le grand groupe des vulnérables au lieu de reconnaître qu'ils sont des personnes aux besoins spécifiques et s'engage fermement à corriger cette erreur. Jean Claude NIYONGABO, 1e vice président de l'UPHB ;il reconnaît que la prévention est la bonne façon la moins couteuse de limiter les cas d'handicap. Mais il demande à l'Etat du Burundi d'allouer davantage un grand budget aux organisations des personnes Handicapées et à leur besoins car, même si les mesures préventives présentent un grand avantage et permettent de limiter les dégâts de l'handicap, il souligne qu'il y a beaucoup de besoins des personnes handicapées qui ne peuvent pas être seulement résolus avec les mesures de prévention des causes de handicap d'où la nécessité de mobiliser davantage des ressources financières.

Puis, il a proposé qu'il y ait une organisation du système des Nations qui s'occupent des questions du handicap au niveau mondial et qui s'appellerait ONU Handicap à l'instar de l'Unicef pour les enfants, à l'instar de l'ONU femmes pour les questions des femmes. En attendant la création de cette agence spécialisée pour les questions d'handicapées, il a demandé que toutes les agences de l'ONU puisse toujours considérer de la dimension handicap dans tous leurs programmes. Enfin, il a commenté sur le passage vu dans la projection du film réalisé au Benin. Il a reconnu l'efficacité et l'impact de la pratique et de la mise en application des principes de la Réadaptation à base communautaire dans l'inclusion sociale des PH partout dans le monde ; ce constat revient de sa formation en RBC au Benin ; et il compte se dépenser pour sa mise en pratique effective au Burundi depuis 2017

Après un lot des questions, les panelistes Concernés donnaient des réponses relatives à leurs exposés. Ainsi, madame Marcelline a réagi aux questions d'Anicet BIGIRIMANA, Fulgence NDAYIRAGIJE et Daniel NTIRANYIBAGIRA.

Elle a tout d'abord précisé que le fait de mettre les écoliers handicapés dans la même classe avec les autres est une manière conseillée pour éviter la discrimination et pratiquer effectivement l'inclusion

éducative .ceci permet à ces écoliers de se sentir à l'aise et comme les autres .Toutefois, certaines précautions ont été prises pour ne pas surcharger les enseignants. Les enfants de même type d'handicap se mettent dans la même classe et l'enseignant se retrouve facilité pour leur suivi .Dans certains cas, l'école bénéficie des partenariats avec des écoles spécialisés avec des enseignants spécialisés .C'est le cas où les enfants sont obligés de faire un passage à l'EPHPHATHA pour une formation en langue de signes ou bien en écriture Braille. Les enfants évoluent très bien et sans difficultés ; tous les enseignants ont bénéficié des formations dans la prise en charge de tels cas et ils le font sans murmures lamentations car ils le considèrent comme leur engagement personnels et ils impliquent les autres enfants et les parents des enfants handicapés déjà scolarisés à cette école .Pour le moment, l'école KANYOSHA III appuie les autres écoles dans l'accueil et le suivi pédagogique de ces enfants en situation de handicap.

Monsieur KIRAJAGARAYE Vianney a ajouté que le projet dit « Ecole Inclusive » que UPHB a réalisé en Mairie de Bujumbura en partenariat avec Handicap International ne concernait pas Ecole Kanyosha III seulement, mais le projet était étendu sur trois ECOLES .école primaire Kanyosha III, école se trouvant à Buyenzi et une autre école se trouvant à Kamenge.Neanmoins, Ecole Kanyosha III s'y est particulièrement appliquée plus que les autres.

Monsieur Thierry DIEULEVEUT a réagi à la question de Monsieur Daniel NTIRANYIBAGIRA en rapport avec la participation des personnes handicapées visuelles dans le processus électoral en tant que des électeurs. Il a précisé que la loi existe depuis 1779 mais sa mise en application a du attendre plus de 2 siècles. Il n y a que 8 ans que les aveugles commencent à participer dans le vote secret de leurs candidats .En definitive, il a encouragé les organisations de la société civile de faire preuve de détermination en continuant le dialogue avec les responsables politiques et administratifs car, l'action politique n'est pas volontariste. Le mouvement des associations est indispensable.

Madame SOPHIE DECHAUX a réagi à la question de Jean-Claude NIYONGABO en précisant qu'elle veut le rencontrer pour des entretiens approfondis au sujet de la mise en œuvre de la RBC au Burundi. Madame NADINE Wilson a réagi à la proposition de Monsieur Jean-Claude NIYONGABO en rapport avec la mise en place de l'agence onusienne chargée des questions du handicap .Elle l'a invité à surfer sur la page Google « UN unability » et participer dans le dialogue avec les autres sur les nécessités de la création de cet organisme.

Puis, elle nous invita tous alors présents à suivre et à noter attentivement les conclusions sur cette table-ronde de Monsieur BAMAZI KOSSI TCHAA, Chef de la section Coopération technique et Renforcement des institutions à l'office du Haut-commissaire aux Droits de l'Homme au Burundi. Ainsi, ce cadre de l'OHCDH a exprimé son souhait de voir chacun des participants dans la conférence change d'attitude à l'égard des personnes handicapées et de retourner à la maison dans la soirée avec un objectif et un engagement précis sur lequel il va travailler pour que les personnes handicapées jouissent parfaitement de leurs droits.

1° à l'Etat, il a recommandé de passer des engagements aux actes pour concrétiser toutes les promesses couchées dans les pactes et conventions internationaux en faveur des personnes handicapées.

2°aux ONGs, il a recommandé de renforcer les sensibilisations et plaidoyers tout en privilégiant les dialogues.

3°Aux partenaires de l'Etat, des ONGs et de l'OHCDH, il a recommandé de mettre dans leurs programmes des questions du handicap

4° à l'OHCDH, il a recommandé de continuer la promotion et la défense des droits des personnes handicapées.

C'est après ces recommandations de Monsieur Bamazi KOSSI TCHAA qui ont été énoncées dans le climat de sérénité et d'enthousiasme que Madame Nadine Wilson a déclaré la fin de la conférence à 17h25minutes.

Rédacteur du PV : NDAYISHIMIYE Georges,
Commissaire à la communication et à la culture/UPHB.